

PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE

Edition spéciale Pré-Budget 2007-2008

16 mai 2007

Enquête réalisée par téléphone par **PluriConseil**, pour *L'Express*, du 7 au 9 mai 2007, auprès d'un échantillon de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Tout est possible

Par Eric NG PING CHEUN

Au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle française, le Premier ministre mauricien, le Dr Navin Ramgoolam, a parlé de lui en des termes assez élogieux. Ce n'est assurément pas un exemple du socialisme que le PM a salué hors du cadre du communiqué officiel. Si la MBC Télévision a cru bon de passer cette intervention en première nouvelle pendant dix minutes, c'est qu'elle doit avoir son importance.

Il n'est donc pas inutile de rappeler ce qui a fait gagner le candidat Sarkozy. Son parler vrai, son langage de la réforme et sa cohérence dans les idées ont suscité un vote d'adhésion. Ses discours, quoique mâtinés de tournures socialisantes, ont prôné sans complexe l'économie de marché et ses vertus libérales. Et sa vision de l'Etat a dépassé la rhétorique du bien-pensant pour s'ancrer dans la philosophie de l'action.

Chez nous aussi, le politicien gagnera en crédibilité s'il n'insulte pas l'intelligence des gens. Pour peu qu'il leur explique clairement les enjeux économiques, ils sont capables de les saisir mieux que ce qu'ils laissent transparaître. Eux n'affichent pas leurs opinions, ne faisant pas partie de ceux qui abêtissent notre démocratie sur les ondes des radios. Mais, le moment venu, ils savent faire leur choix politique.

Dès lors, est-ce trop demander au gouvernement d'être cohérent dans ses politiques ? Est-ce si difficile de dialoguer, de concerter et de coopérer avec le secteur privé ? Est-ce un abus de confiance que d'aborder la liberté des prix et la notion du profit de façon décomplexée ?

Les propos de Nita Deerpalsing tenus samedi dernier ont choqué plus d'un. Si critiquer le gouvernement revient à devenir un "agent politique" de l'opposition, alors on foule aux pieds le fondement même de la gouvernance politique. Mais ce qui inquiète le plus les opérateurs, c'est la crise de confiance qui s'est ouvertement installée entre la plus haute autorité du gouvernement et la plus haute instance du patronat.

L'apaisement auquel paraît jouer maintenant le Joint Economic Council (JEC) contraste avec l'inflation verbale manifestée lors de sa conférence de presse de jeudi dernier et qui aura surpris certains de l'establishment du secteur privé. Le président du JEC, Jacques de Navacelle, ne s'attendait sans doute pas que ses commentaires allaient provoquer une chaîne de réactions, de contre-réactions et de sur-réactions. Mais à trop se braquer contre le gouvernement, on défait

l'objectif qu'on voudrait réaliser pour le bien de la communauté des affaires : être écouté par le pouvoir politique.

La violente sortie du JEC contre ce dernier, au lendemain de la publication d'un sondage politique défavorable à l'Alliance Sociale, pouvait paraître suspecte. Ce faisant, le JEC a donné la fausse impression qu'il surfait sur l'impopularité supposée du Parti Travailleiste pour le pousser à satisfaire les attentes du monde économique. Or ce serait une mauvaise nouvelle pour le secteur privé si le gouvernement se sentait impopulaire.

Ainsi, l'impétuosité du président du JEC intervint à contretemps en cette période de préparation du budget 2007-2008. Il aurait dû plutôt chercher à gagner la confiance des membres du gouvernement pour les amener à soutenir Rama Sithanen dont la marge de manoeuvre est déjà assez restreinte. On voit mal maintenant comment le ministre des Finances arriverait à faire accepter les éventuelles propositions budgétaires du JEC à ses collègues du cabinet.

Ce serait regrettable parce que, selon le présent baromètre, 84% des analystes interrogés disent être assez voire très confiants que Rama Sithanen présentera un budget favorable à la croissance de l'économie. Certes, l'enquête a été effectuée juste avant les tirs croisés entre JEC et gouvernement. Mais la majorité de nos analystes économiques et financiers n'a pas perdu foi dans la réforme en cours.

Cependant, dans un climat malsain, tout est possible. Rien n'empêche le gouvernement d'introduire un impôt sur la fortune, de rétablir des droits de succession ou d'appliquer une taxe de solidarité sur le secteur des banques et de l'assurance. Les recettes encaissées serviraient à financer des mesures sociales plus étendues que celles du dernier budget.

Le Grand Argentier n'a pas fait mystère des "quatre possibilités" susceptibles, selon lui, de réduire le déficit budgétaire : contenir les dépenses, introduire de nouvelles taxes, améliorer la collecte fiscale et miser sur les recettes fiscales générées par une croissance économique très élevée. Dans la conjoncture, dit-il, il ne faut pas compter sur une croissance forte, et le budget doit prévoir un montant additionnel de Rs 3,3 milliards pour le service de la dette publique. La Mauritius Revenue Authority, elle, continuera à traquer l'évasion fiscale.

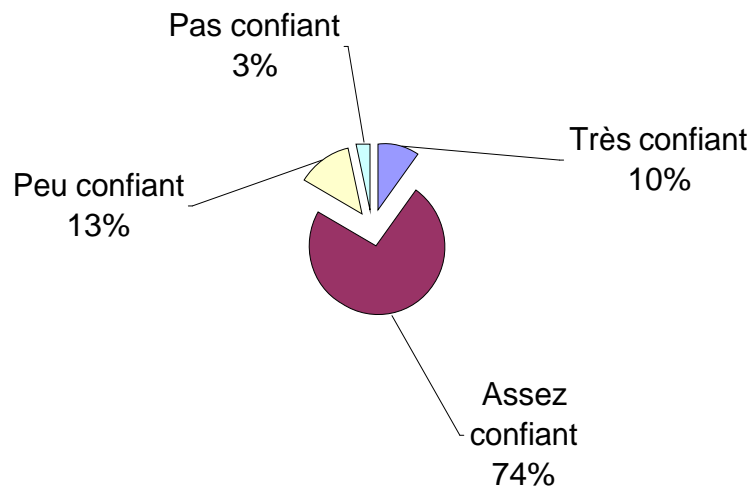
Il ne reste donc que la possibilité d'avoir de nouveaux impôts. Selon des analystes, une taxe sur la plus-value des ventes immobilières sous Integrated Resorts Scheme ne choquerait personne. En revanche, ils sont déçus des prises de position de Vishnu Lutchmeenaraidoo qui fait fi de l'impact budgétaire d'une compensation salariale de 10,5%. D'un ancien ministre des Finances qui fut confronté à la dure réalité économique, on attend des propositions fécondes plutôt que des protestations stériles.

Libre à notre opposition parlementaire et extra-parlementaire de faire une campagne à la Ségolène Royale : la stratégie de la peur contre la stratégie de la réforme, et la manipulation des émotions contre le choix de la raison. Le nouveau Président français, lui, sait qu'il a besoin de la classe des patrons pour faire avancer la France. Réciproquement, comme dans tous les pays du monde, le secteur privé se pose en allié objectif du gouvernement. Pour reprendre le slogan électoral de Nicolas Sarkozy, ensemble tout devient possible.

(www.pluriconseil.com)

1) Dans quelle mesure êtes-vous **confiant** que le ministre des Finances présentera un Budget favorable à la croissance de l'économie ?

Confiance dans le ministre des Finances

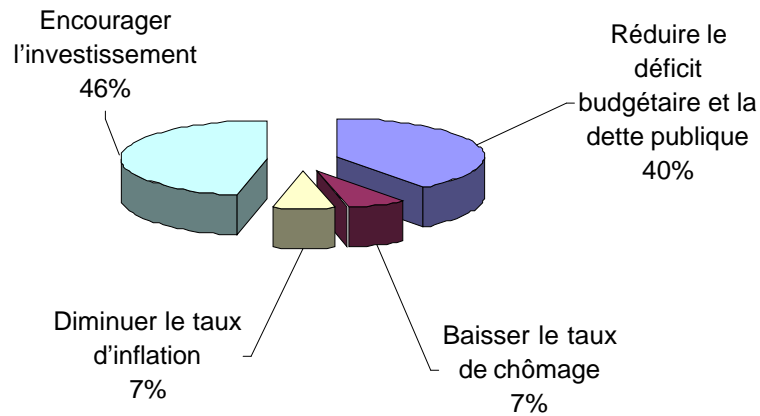


La confiance règne

Interrogés avant l'éclatement de la crise entre le gouvernement et le secteur privé, les analystes sont à 84% assez voire très confiants que le prochain Budget de Rama Sithanen favorisera la croissance économique. Mais celle-ci doit être *“a more equitable growth which is sustainable in the long term”*. Le Grand Argentier *“has no choice but to present an investment friendly budget”*. D'ailleurs, *“les institutions de Bretton Woods lui laisse peu de liberté et lui-même est convaincu de la nécessité de poursuivre les réformes”*. Reste que *“ce budget sera moins tranchant que celui de 2006, car il faudra ménager la chèvre et le chou au niveau de la population pour éviter des dérapages sociaux”*.

2) Pour vous, le Budget doit mettre **le plus d'accent** sur lequel de ces quatre objectifs ?

La priorité du Budget

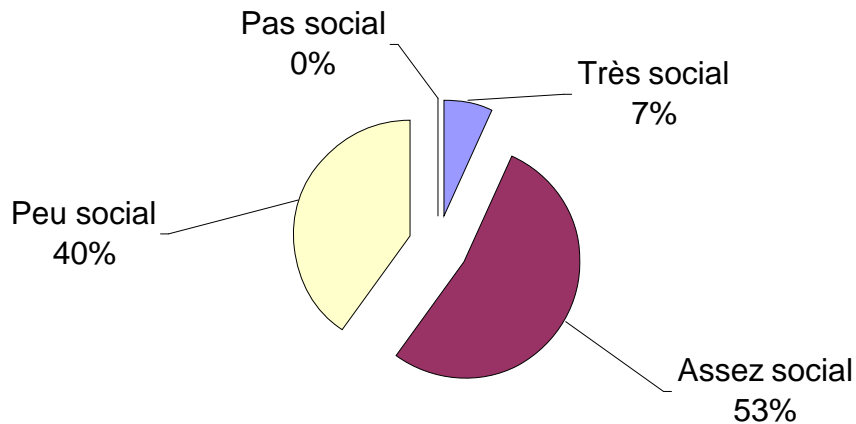


L'investissement prioritaire

Pour 46% d'analystes, le prochain budget doit mettre le plus d'accent sur l'investissement, car *"if investment flows in, this will take care of job creation, keep inflation in check and reduce budget deficit with additional tax revenue"*. Deux analystes sur cinq estiment plutôt prioritaire la réduction du déficit budgétaire et de la dette publique pour *"donner le bon exemple contre les gaspillages"* et pour renverser *"the past trends of high spending"*. Mais *"it should not be done in such a way that the poor subsidise the rich."*

3) Selon vous, quelle sera l'étendue des **mesures sociales** dans le prochain Budget ?

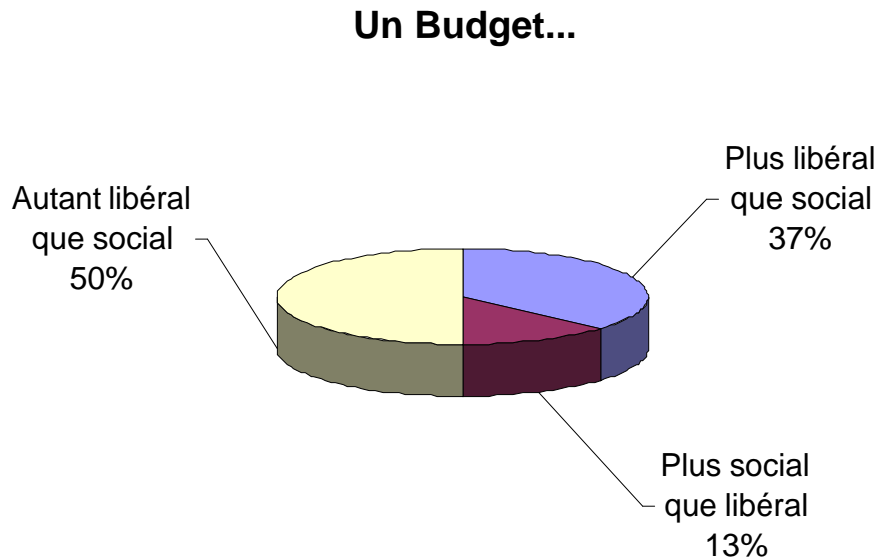
Etendue des mesures sociales



Des mesures sociales étendues

L'inflation reste tout de même une préoccupation majeure des analystes. Si 60% d'entre eux anticipent des mesures budgétaires qui seront assez voire très sociales, c'est parce que *“les gens au bas de l'échelle attendent que leur pouvoir d'achat s'améliore alors que l'inflation atteint un seuil intolérable pour eux”*. De toute façon, *“la frange dure de son parti obligera le ministre des Finances à mettre un peu plus de social dans son alchimie”*.

4) Anticipez-vous un **Budget...**



Trait d'union libéral-social

Même si la majorité d'analystes attend une bonne dose sociale dans le prochain Budget, seulement 13% pensent qu'il sera plus social que libéral. Pour ces derniers, *"le gouvernement va jeter du lest comme il l'a fait sur plusieurs dossiers, en raison de la cherté de la vie"*. Un analyste sur deux croit toutefois que le ministre des Finances fera un trait d'union entre le libéral et le social, dans la mesure où *"he will ensure economic objectives are achieved while taking on board bedside manners"*.

5) Pensez-vous que le ministre des Finances va...

	OUI	NON
Maintenir la formule actuelle du transport gratuit	77%	23%
Etendre le principe du ciblage à d'autres prestations sociales	60%	40%
Réduire les subventions sociales au profit de la formation à l'entrepreneuriat	50%	50%
Diminuer les budgets des agences publiques et des corps paraétatiques	73%	27%

Réconcilier l'efficacité avec l'équité

Pour une majorité absolue d'analystes, Rama Sithanen respectera sa parole de maintenir le transport gratuit sous sa forme actuelle. Par souci de combattre le gaspillage, il ciblera davantage de bénéficiaires des prestations sociales et il diminuera les budgets des institutions publiques et paraétatiques. Finalement, les analystes ne sont pas sûrs qu'il financera davantage la formation à l'entrepreneuriat au détriment des subventions sociales.

6) Par rapport à la **Taxe à la valeur ajoutée** (TVA), pensez-vous que le ministre des Finances va...

	OUI	NON
Relever le taux normal (15%)	13%	87%
Etendre le taux zéro à d'autres produits	33%	67%
Introduire un troisième taux supérieur à 15%	3%	97%
Elargir l'assiette fiscale	83%	17%

Davantage de produits taxables

Les analystes sont catégoriques : la seule mesure budgétaire qui concernera la Taxe à la valeur ajoutée, c'est l'élargissement de l'assiette fiscale. Davantage de produits et de services seront donc sujets à la TVA. Sinon, *“augmenter le taux de la TVA serait suicidaire pour Rama Sithanen”*. Un analyste suggère un troisième taux à 5% pour les produits alimentaires afin de répondre partiellement à la requête du Fonds monétaire international.

7) Pensez-vous que le ministre des Finances va...

	OUI	NON
Créer une nouvelle taxe sur les projets IRS	50%	50%
Introduire d'autres nouveaux impôts	43%	57%
Etendre le Solidarity Levy à d'autres secteurs	63%	37%
Modifier la National Residential Property Tax	90%	10%
Modifier la taxe sur les intérêts bancaires	13%	87%

Davantage de justice fiscale

Les analystes sont équitablement partagés sur l'introduction d'une nouvelle taxe sur les projets Integrated Resorts Scheme (IRS), mais ils reconnaissent que ceux-ci *"vont apporter beaucoup de revenus aux propriétaires concernés"*. Une forte majorité d'analystes pense que le prochain Budget ne créera pas d'autres nouveaux impôts, mais étendra le "Solidarity Levy" à d'autres secteurs économiques. Enfin, la très grande majorité des analystes entrevoit une modification de la National Residential Property Tax, mais pas de la taxe sur les intérêts bancaires, pour éviter d'inutiles tensions sociales.

8) Au regard de notre **commerce extérieur**, êtes-vous favorable à des mesures budgétaires qui vont...

	Favorable	Pas Favorable
Protéger l'industrie locale par une hausse des droits de douane	13%	87%
Stimuler la compétitivité de nos exportations par une dépréciation de la roupie	20%	80%

Pas d'assistanat économique

Contrairement à ce que prônent nos industriels, nos analystes économiques et financiers ne sont pas du tout favorables à un relèvement des barrières tarifaires pour protéger l'industrie locale, ni à une dépréciation de la roupie pour soutenir nos exportations. Le mot d'ordre est plutôt "*the survival of the fittest*". La grande question qui se pose est de savoir si la Banque de Maurice va laisser la roupie s'apprécier à moins de Rs 31.80 le dollar au cours vendeur indicatif.

PluriConseil Ltd

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 27, Mgr. Gonin Street, Port Louis, Mauritius

Telephone: +230 294 8800 or +230 213 6719

Fax: +230 234 2761

Mobile: +230 736 1735

Website: www.pluriconseil.com

E-mail: enpc@intnet.mu

VAT number: VAT20290904

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.